

Etats-Unis/Au lendemain de sa disparition L'Amérique prépare son hommage à George H. W. Bush

AFP
Washington

Depuis l'annonce du décès du 41e président des Etats-Unis (1989-1993), sa mémoire est saluée des deux côtés de l'Atlantique.

LES Etats-Unis préparaient samedi les cérémonies nationales en l'honneur de George Herbert Walker Bush, 41e président des Etats-Unis (1989-1993), dont la mémoire était saluée des deux côtés de l'Atlantique.

Le président Donald Trump participera bien aux obsèques, a annoncé la Maison Blanche samedi. Cette participation est notable en raison de l'incident provoqué par l'une des dernières volontés de l'ancien sénateur républicain John McCain, qui avait expressément demandé à l'occupant du Bureau ovale de ne pas venir aux siennes.

M. Trump a décrété une journée de deuil national mercredi, ordonnant la fermeture des administrations fédérales ce jour-là. Les drapeaux ont été placés en berne sur tous les bâtiments officiels pour trente jours. Les Bourses de New York et de Chicago vont observer une minute de silence ce lundi et resteront fermées mercredi.

"C'était vraiment un homme de grande qualité", a dit Donald Trump depuis Buenos Aires. "Il a pleinement vécu sa vie, une vie exemplaire, c'est sûr." Le dirigeant a annulé une conférence de presse prévue à la conclusion du G20, "par respect pour le président Bush".

Affaibli par une forme de la maladie de Parkinson, George H. W. Bush se dé-



Photo : AFP

L'ex-président George H. W. Bush (assis au centre et entouré de son prédécesseur Jimmy Carter à l'extrême gauche et de ses successeurs Bill Clinton, son fils George W. Bush et Barack Obama) aura des funérailles dignes de son rang.

plaçait depuis des années en fauteuil roulant, sans jamais se départir d'un large sourire et de chaussettes multicolores. Son épouse, Barbara, est décédée en avril.

Le programme complet des prochains jours de cérémonies n'avait pas encore été dévoilé samedi.

Le cercueil doit arriver à Washington à bord de l'avion présidentiel de Donald Trump, a annoncé le dirigeant. Le grand public pourra se recueillir de ce soir à mercredi matin, dans la rotonde du Capitole, qui restera ouverte en permanence. Une cérémonie en la cathédrale nationale de Washington aura ensuite lieu, puis la dépouille sera ramenée au Texas pour l'enterrement, probablement à College Station, où se trouve la bibliothèque présidentielle Bush.

Ses dernières paroles ont été pour son fils aîné, a rapporté James Baker, qui fut secrétaire d'Etat de Bush père, au New York Times. Il était alité chez lui, entouré de proches,

conscient mais affaibli. Son fils et ancien président George W. lui a parlé au téléphone. "Je t'aime aussi", aurait répondu le père, avant de s'éteindre.

BATTU PAR CLINTON. Aux Etats-Unis, républicains et démocrates ont salué en lui l'incarnation d'une tradition politique moins virulente et partisane qu'à l'époque actuelle. Beaucoup rappelaient qu'il fut aviateur à 18 ans, pendant la Seconde guerre mondiale, et avait servi son pays pendant des décennies, comme parlementaire, chef de la CIA ou ambassadeur à l'Onu.

Il était difficile de ne pas lire dans certains communiqués une critique en creux de l'actuel occupant de la Maison Blanche. Le sénateur républicain Bob Corker a ainsi noté que l'ancien président "tendait la main à ses adversaires politiques".

Barack Obama a rappelé sa défense des immigrés et des handicapés, et a affirmé que sa "main stable et diplomatique" avait per-

mis de terminer la Guerre froide "sans tirer un coup de feu".

Le président Bush n'a fait qu'un seul mandat. Alors vice-président de Ronald Reagan, il avait été élu en 1988 mais rejeté par les électeurs quatre ans plus tard, battu par Bill Clinton. Ses quatre années au pouvoir sont marquées par la première guerre du Golfe. A la tête d'une coalition de 32 pays, il chasse les troupes irakiennes de Saddam Hussein hors du Koweït lors d'une guerre de quelques semaines en 1990.

Les Irakiens se souviennent encore de lui comme de "monsieur Embargo", en raison du lourd embargo économique imposé jusqu'à la seconde guerre du Golfe, lancée par son fils.

En politique intérieure, il est damné par la rupture d'une promesse de campagne. Il avait pris l'engagement solennel de ne jamais augmenter les impôts... ce qu'il n'a pas pu respecter, devant concilier

avec un Congrès aux mains des démocrates.

GORBATCHEV. Douze ans plus tard, c'est son fils George W. Bush qui entrait à la Maison Blanche, la seconde fois de l'histoire américaine où un fils de président était élu président.

Un autre fils, Jeb, fut gouverneur de Floride et candidat malheureux à la primaire républicaine de 2016, battu par Donald Trump.

"Bush 41" dirigeait les Etats-Unis quand le mur de Berlin est tombé en 1989 et quand l'Union soviétique s'est effondrée en 1991.

"Cela a débouché sur la fin de la Guerre froide et de la course aux armements", a déclaré le dernier dirigeant soviétique, Mikhaïl Gorbatchev.

"Ce fut un coup de chance dans l'histoire allemande qu'il ait été à la tête des Etats-Unis d'Amérique lorsque la Guerre froide s'enlisa et que la réunification de l'Allemagne devint possible", a déclaré la chancelière allemande Angela Merkel.

Le dalaï lama a rappelé qu'il avait été le premier président en exercice des Etats-Unis à l'avoir rencontré, malgré l'opposition de la Chine.

Seule tache récente à sa biographie, il avait été accusé en 2017 de gestes déplacés envers des femmes. Il avait présenté des excuses via un porte-parole, prétextant un geste innocent mal interprété.

De Moscou à Houston, sa mémoire a été saluée par l'ensemble de la classe politique américaine et par une myriade de dirigeants internationaux des XXe et XXIe siècle, de Mikhaïl Gorbatchev aux actuels dirigeants européens.

L'Afrique en bref

• **Burkina Faso/Explosion.** 5 morts dont 4 gendarmes dans l'est

Cinq personnes dont quatre gendarmes ont été tuées par l'explosion d'un engin artisanal (IED) au passage de leur véhicule vendredi à Boungou, localité de l'est du Burkina Faso, en proie à des attaques similaires attribuées aux djihadistes, ont indiqué samedi des sources sécuritaires à l'AFP.

• **Mauritanie/Diplomatie.** Brève visite du prince héritier saoudien

Le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salmane a effectué hier une brève visite en Mauritanie, où il a signé une série d'accords avec le président Mohamed Ould Abdel Aziz. Les deux dirigeants ont présidé la signature d'accords portant notamment sur "la double imposition" et la "fraude fiscale", ainsi que des "mémorandums d'entente portant sur l'environnement d'une part et l'hydraulique d'autre part", sans autre précision.

• **Niger/Attaque.** Un douanier tué près dans le sud-ouest

Un douanier a été tué dans "une attaque armée" contre le poste de police de Téra, dans le sud-ouest du Niger, près de la frontière avec le Burkina Faso, une zone placée depuis vendredi sous état d'urgence, ont annoncé hier les autorités.

• **Nigeria/Jihadistes.** Deux soldats tués et cinq miliciens blessés dans le nord-est



Photo : AFP / L'Union

Au moins deux soldats ont été tués dans l'attaque d'une base militaire dans le nord-est du Nigeria, où les jihadistes du groupe Boko Haram ont également mené un attentat-suicide durant le week-end, a-t-on appris hier de sources concordantes.

• **Togo/Politique.** Nouvelles manifestations avant les législatives

Plusieurs milliers de partisans de l'opposition ont à nouveau manifesté samedi à Lomé et dans d'autres villes du Togo pour demander l'arrêt du processus électoral avant les législatives du 20 décembre, dénonçant des irrégularités, a constaté un correspondant de l'AFP.

Burundi/Visé par un mandat d'arrêt international

L'ex-président Buyoya dénonce une "manipulation politique"

AFP
Nairobi/Kenya

L'EX-PRESIDENT burundais Pierre Buyoya, contre lequel la justice burundaise a lancé un mandat d'arrêt international en l'accusant d'être impliqué dans l'assassinat en 1993 de Melchior Ndadaye, premier président hutu démocratiquement élu du pays, a dénoncé hier une "manipulation politique".

"Tout laisse à penser qu'il s'agit là d'une simple manipulation politique et d'une nouvelle manœuvre de diversion visant à faire oublier les questions douloureuses non résolues"

depuis le début en avril 2015 de la crise politique que traverse le Burundi, a déclaré M. Buyoya dans un communiqué.

"Il est symptomatique que la réouverture du dossier de feu Melchior Ndadaye intervient au moment où, face aux multiples sollicitations de la communauté internationale, le gouvernement a choisi de s'emurer délibérément dans le refus du dialogue", a ajouté M. Buyoya, actuel représentant de l'Union africaine (UA) au Mali.

Le Burundi a lancé vendredi un mandat d'arrêt international contre M. Buyoya, ainsi que 11 hauts gradés des forces de sécurité (armée et gendarmerie) et cinq de ses anciens

proches collaborateurs civils, pour leur rôle présumé dans l'assassinat de M. Ndadaye.

Cet assassinat avait été à l'origine d'une guerre civile (93-2006) qui a fait plus de 300 000 morts et opposé l'armée, alors dominée par la minorité tutsi (14% de la population), à des mouvements rebelles hutu (85%).

Le major Buyoya, un Tutsi, avait été porté au pouvoir par l'armée en 1987. Il avait cédé sa place à Melchior Ndadaye, un Hutu, élu démocratiquement en juillet 1993. Il était ensuite revenu au pouvoir entre 1996 et 2003.

Il a rappelé dans son communiqué qu'un jugement avait déjà été rendu dans

cette affaire. Une dizaine de soldats dont le plus haut gradé était lieutenant ont été condamnés en 1998, dans un procès considéré comme celui "des exécutants". Aucun des nombreux hauts gradés cités dans cet assassinat n'a été inquiété.

Il a également souligné qu'un "consensus (avait) été dégagé sur la voie à suivre pour résoudre ce qu'il a été convenu d'appeler le contentieux de sang" dans le cadre de l'accord de paix d'Arusha (2000), lequel avait ouvert la voie à la fin de la guerre civile.

Depuis, les dirigeants politiques, les membres de l'ancienne armée et des mouvements rebelles avaient bénéficié d'une im-

munité provisoire, alors que cet accord avait prévu que tous les crimes commis relèveraient désormais de la Commission vérité et réconciliation (CVR).

Ces mandats d'arrêt ont suscité des tensions à Bujumbura. Les tenants du pouvoir se sont félicités d'une "décision historique". Mais les opposants ont dénoncé "un deux poids, deux mesures", en rappelant qu'aucun membre de l'extrébellion hutu, aujourd'hui au pouvoir, n'a été inquiété pour les nombreux massacres de Tutsi qui ont suivi la mort du président Ndadaye.